

Introduction et analyse croisée

Introduction and cross-analysis

Jean-Denis VIGNE, Jean-Pierre GIRARD, Sandrine GROUARD,
Alexandra VILLARROEL PARADA, Manon VUILLIEN

Résumé : En archéologie, comme dans de nombreux domaines de connaissance, émergent de plus en plus de projets de sciences participatives, définis comme « des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles des acteurs, non scientifiques professionnels, participent de façon active et délibérée » (Houllier et Merilhou-Goudard, 2016).

Ces recherches se caractérisent par le double objectif de produire des connaissances scientifiques (grâce au recueil, à l'analyse ou à l'enrichissement de données) et de viser un apprentissage et une montée en compétence citoyenne, que ce soit sur le sujet d'étude, sur la méthode scientifique ou plus largement sur la démarche de recherche ou de patrimonialisation. Organisée à l'initiative de la Société préhistorique française dans le cadre de ses Séances, en lien avec la sous-direction de l'Archéologie du ministère de la Culture, la table ronde qui s'est déroulée du 14 au 15 mars 2024 avait pour objet de rendre visible le plus grand nombre possible d'initiatives participatives de recherche et de valorisation du patrimoine archéologique, qu'elles soient préhistoriques ou historiques. Au-delà de cet état des lieux, elle aspirait à croiser les expériences des différents acteurs, à identifier les éventuels freins et à dégager des opportunités. À terme, il s'agira aussi d'aider les institutions à promouvoir l'archéologie participative et à mieux l'intégrer dans leurs stratégies.

Cette introduction précise les conditions d'organisation de la table ronde et tente une analyse croisée des études de cas présentées dans ce volume. Il apparaît que les projets existants, très souvent amorcés par des structures associatives, sont plus nombreux et plus divers qu'on ne pouvait l'imaginer, et que l'échantillon réuni ici n'est, de ce fait, pas nécessairement représentatif de ce foisonnement. Quelques pistes sont cependant esquissées en vue de compléter la cartographie nationale et de la rendre plus visible, de stimuler les interactions entre les nombreux acteurs impliqués et de contribuer au développement de ce champ de recherche novateur et prometteur.

Mots-clés : archéologie, recherches participatives, mouvement associatif, citoyenneté, patrimonialisation.

Abstract: In archaeology, as in many fields of knowledge, there is a growing number of participatory projects, defined as “forms of scientific knowledge production in which non-professional scientists actively and deliberately participate” (Houllier and Merilhou-Goudard, 2016).

The two main objectives of these researches are in one hand producing scientific knowledge (through the collection, analysis, or enrichment of data), and in a second hand promoting learning and civic engagement, whether on the study subject, the scientific method, or more broadly on the research or Heritage preservation process. The first symposium held on March 14-15th 2024 was organized by the French Prehistoric Society as part of its Séances, in partnership with the Culture Ministry's Archaeology Department. It aimed to highlight as many participatory initiatives as possible in the field of both research and promotion of archaeological Heritage, whether in the Prehistoric or Historic times. Beyond this overview, it aimed to bring together the experiences of the various stakeholders, to identify potential obstacles, and to highlight opportunities. Ultimately, the goal is also to help Institutions in promoting participatory archaeology and better integrating it into their strategies.

This introduction specifies the organizational conditions of the meeting, and attempts a cross-analysis of the case studies presented in this volume. It appears that existing projects, very often initiated by non-profit organizations, are more numerous and diverse than one might imagine, and eventually, the sample gathered here is therefore not necessarily representative of this proliferation. However, a few guidelines are outlined in a perspective of completing the National mapping and making it more visible, but also of stimulating interactions between the numerous actors involved, and contributing to the development of this innovative and promising field of research.

Keywords: Archaeology, participatory research, ‘mouvement associatif’, citizenship, heritage.

1. CONTEXTE ET ORGANISATION DE LA SÉANCE « DÉMARCHES PARTICIPATIVES POUR LA RECHERCHE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE » (DPA)

L'archéologie est une science relativement jeune dont l'émergence s'est fortement nourrie de l'érudition et de l'engagement personnel d'un grand nombre d'amateurs et d'associations (par ex. Collectif, 2023 ; Demoule et Schnapp, 2024). La professionnalisation des archéologues à la fin du xx^e siècle a certes, en grande partie, pris le relais de ce fond associatif, mais elle ne l'a pas éteint : une participation citoyenne plutôt méconnue reste très active et s'organise, en plein accord avec l'évolution de nos sociétés, vers plus d'engagement dans la production de connaissances, et dans l'utilisation et la valorisation des patrimoines et des savoirs. Ces initiatives se multiplient sous différentes formes et à différents niveaux d'intégration sociale, concernant les travaux de terrain, la préservation ou encore la valorisation du patrimoine monumental, mobilier ou documentaire, et la valorisation des savoirs populaires. Elles s'inscrivent pleinement dans des projets de recherche susceptibles de bénéficier de la synergie du plus grand nombre autour de démarches et de protocoles partagés.

Ainsi en archéologie, comme dans de nombreux autres domaines de connaissance, comme les sciences de l'environnement, l'astronomie ou la santé (Chlous *et al.*, 2020), émergent de plus en plus de projets de recherche ou de valorisation patrimoniale participatifs, tels que définis dans le rapport fondateur de F. Houllé (Houllé et Merilhou-Goudard, 2016), à savoir « des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles des acteurs, non scientifiques professionnels, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, participent de façon active et délibérée » (voir aussi Haklay, 2013 ; COMETS, 2015 ; Maussang *et al.*, 2023).

Dans les domaines de la culture, les formes et les enjeux de ces nouvelles pratiques de recherche ont été précisés dans le rapport du réseau « Particip-Arc » (2019). Ces recherches se caractérisent par le double objectif de produire des connaissances scientifiques (grâce au recueil, à l'analyse ou à l'enrichissement de données) et de viser un apprentissage et une montée en compétence citoyenne (*empowerment* ou « encapacitation »), que ce soit sur le sujet d'étude, sur la méthode scientifique ou plus largement sur la démarche de recherche ou de patrimonialisation.

Ces projets sont généralement conduits en collaboration étroite entre des chercheurs et des associations ou des sociétés savantes, ce qui permet un ancrage territorial et facilite la mobilisation des participants. Ils s'inscrivent nécessairement dans le cadre de la législation en vigueur concernant le patrimoine, ce qui n'est pas toujours simple à mettre en œuvre, notamment avec certaines techniques de prospection et de détection.

C'est dans ce contexte, et en s'appuyant sur son expérience dans l'organisation de ses Séances¹ et dans l'édi-

tion de leurs actes, que la Société préhistorique française (SPF) a souhaité contribuer, en lien avec la sous-direction de l'Archéologie du ministère de la Culture (SDA), à rendre visible le plus grand nombre possible d'initiatives participatives de recherche et de valorisation du patrimoine archéologiques, passées, en cours ou en gestation. Organisée à l'Institut des systèmes complexes, à Paris, les 14 et 15 mars 2024, la séance DPA (*Démarches participatives pour la recherche et la valorisation du patrimoine archéologique*), dont les actes composent ce volume, s'est fixée comme objectif de permettre aux acteurs impliqués de présenter leurs expériences ou idées de projets et d'identifier les freins et les opportunités rencontrés. À terme, il s'agit d'aider nos institutions à promouvoir l'archéologie participative et à mieux l'intégrer dans leurs stratégies.

Le propos était non seulement ouvert à l'archéologie de toutes les périodes chronologiques, mais aussi à toutes les composantes de la discipline, du terrain au laboratoire et aux collections, y compris aux collections documentaires.

L'organisation a été portée par un petit comité² assisté d'un comité scientifique plus étoffé³. La séance DPA a bénéficié du soutien financier du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), de Particip-Arc, de la SDA et de la SPF.

2. Déroulement de la séance DPA

L'appel à communication a été diffusé en mai 2023 dans de nombreux réseaux, notamment les services régionaux de l'Archéologie (SRA) et les unités mixtes de recherche (UMR), touchant à l'archéologie. Il a permis de faire remonter un large bouquet de propositions de communications. Compte tenu des contraintes de temps, trois présentations ont été réunies en une session « poster », avec une courte présentation orale pour chacune d'elles. Les 92 participants inscrits ont donc pu écouter et débattre sur un total de 27 présentations. Leurs captations sont disponibles sur la chaîne Canal-U de Particip-Arc⁴. Les larges créneaux consacrés aux échanges après chaque groupe de présentation ont donné lieu à des discussions nourries et constructives.

Tous les participants se sont déclarés satisfaits de ces échanges. Ils ont souligné en particulier la richesse, la diversité et la qualité des présentations et des débats, ainsi que la diversité des régions représentées (Métropole et Outre-Mer, Québec, Benelux), des secteurs d'activité de l'archéologie (prospection, détection, inventaires, fouille, analyses, conservation, documentation, valorisation) et des consortiums dans lesquels tous les acteurs de l'archéologie, publics ou privés, étaient tour à tour engagés.

L'importance des associations régionales ou locales, qui forment le socle de presque toutes les actions participatives et trouvent à cette occasion un nouveau rôle et un regain d'importance parmi les acteurs de l'archéologie nationale, est fortement ressortie, tout comme l'effort fait par tous les participants pour présenter un bilan critique des actions menées ou en cours et contribuer à une

réflexion collective sur la place que peuvent prendre les démarches participatives en archéologie.

3. REPRÉSENTATIVITÉ DES PARTICIPANTS INSCRITS À LA SÉANCE SPF

Les organisateurs, comme beaucoup des participants, furent heureusement surpris de découvrir qu'il existait, en France, une telle abondance de projets participatifs en archéologie. *A posteriori*, cette surprise incite à la prudence : notre appréhension de la situation est si imparfaite que l'on doit se demander dans quelle mesure l'échantillon réuni dans le présent volume est représentatif de la diversité des pratiques et de la dynamique nationale dans le domaine de l'archéologie participative. L'appel à communications a certes touché beaucoup d'acteurs académiques ou proches des milieux académiques, mais combien d'associations ou d'initiatives locales y ont-elles échappé ? Combien d'entre elles ne se sont-elles pas senties concernées, faisant de l'archéologie participative comme monsieur Jourdain de la prose : sans en être réellement conscientes ? Ce sentiment a d'ailleurs été formulé à plusieurs reprises lors des échanges des 14 et 15 mars 2024. En outre, un rapide coup d'œil à la composition des participants inscrits montre bien que les réponses à notre appel étaient dominées de façon écrasante par des acteurs académiques d'Île-de-France (fig. 1).

4. ANALYSE CROISÉE DES ÉTUDES DE CAS PRÉSENTÉES DANS CE VOLUME

4.1. Représentativité du présent volume

Il ne fait donc aucun doute que l'éventail des communications issues de cet appel, ainsi que celui des articles ici réunis, doit certes être considéré comme le premier ensemble significatif d'études de cas jamais réuni en la matière à l'échelle nationale, mais il ne peut être tenu comme représentatif d'une réalité, laquelle risque fort de nous échapper à ce stade de l'enquête. C'est pourquoi il faut s'abstenir ici d'une ambition excessive qui nous amènerait à présenter comme un « état des lieux » ce qui n'est qu'un ensemble de réalisations à la représentativité inconnue. Pour autant, il serait dommage de ne pas saisir cette occasion pour esquisser quelques grandes lignes, du moins à titre d'hypothèses, qu'une cartographie élargie devrait permettre à l'avenir de tester. Risquons-nous donc brièvement à cet exercice de description et d'analyse croisée.

4.2. Les auteurs des articles

La composition des 111 cosignataires des articles de ce volume apporte une information intéressante sur celles et ceux qui ont réellement contribué au travail collabora-

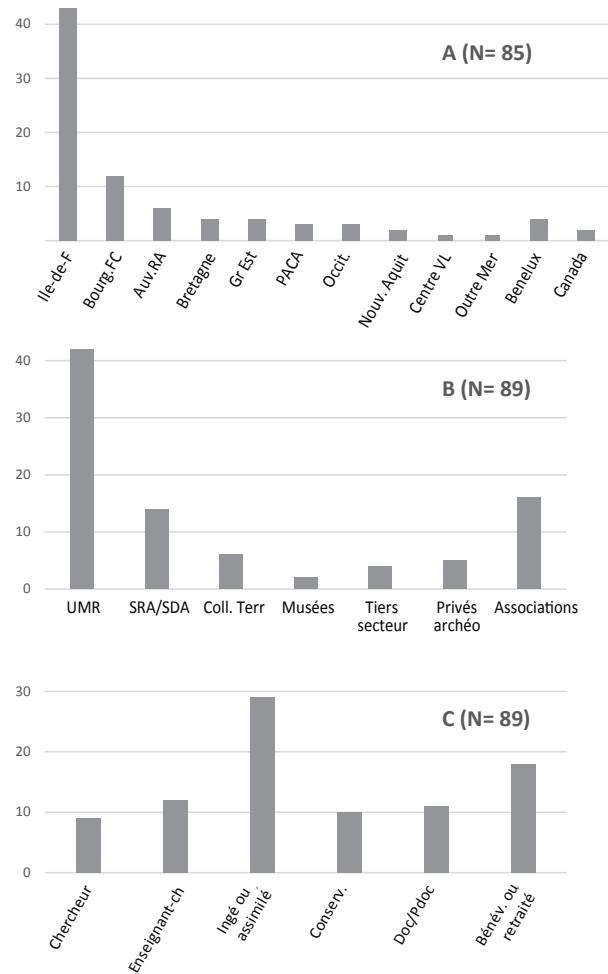


Fig. 1 – Répartition des participants inscrits à la séance SPF DPA des 14-15 mars 2024 par région (domicile déclaré), par organisation et par corps de métier. Il y avait 92 inscrits, mais tous n'ont pas communiqué leur région, leur organisation ou leur métier.

Fig. 1 – Distribution of registered participants at the SPF DPA Session on March 14-15 2024 by region (declared domicile), organisation and profession. Notall the 92 registrants provided their region, organisation or profession.

tif. On remarque d'ailleurs que les articles signés par plus de six personnes, qu'on s'attendait à voir très majoritaires dans un échantillon de productions fondées sur une large participation, ne représentent qu'un tiers des manuscrits (fig. 2a). Il est probable que beaucoup de participants n'ont pas été considérés (ou n'ont eux-mêmes pas osé se considérer ?) comme de potentiels coauteurs.

Malgré tout, la part des bénévoles parmi ces coauteurs apparaît sensiblement plus importante que dans la liste des inscrits à la séance (comparer fig. 1c et fig. 2b). À ce stade, il convient donc surtout de souligner la présence fréquente de chercheurs bénévoles parmi les cosignataires des articles, comme gage de leur forte implication.

On remarque aussi l'importante contribution des conservateurs (23 %), supérieures à celle cumulée des chercheurs et des enseignants-chercheurs (18 % ; fig. 2b). Soulignons la relative abondance (7 %) des doctorants

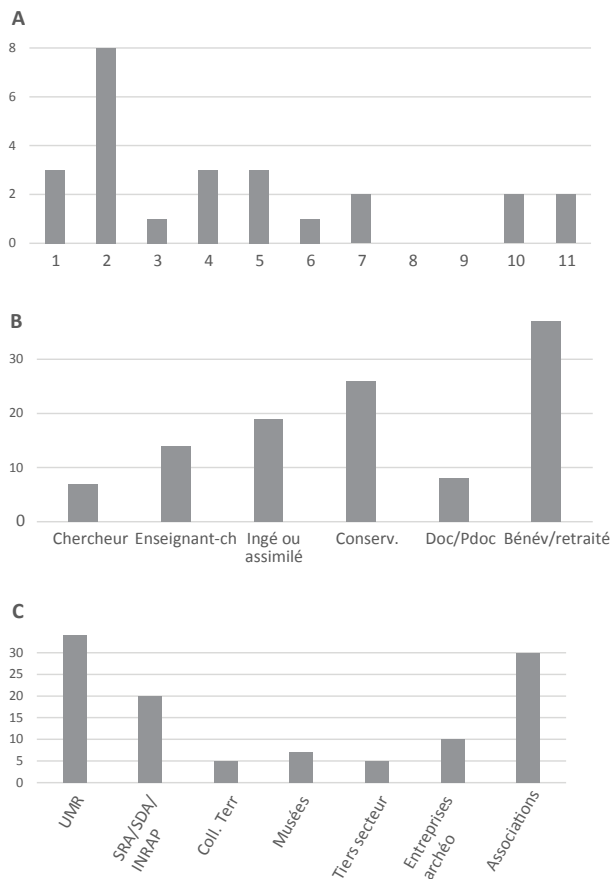


Fig. 2 – Nombre, corps de métier et origine professionnelle des signataires ou cosignataires des articles du présent volume (N = 111).

Fig. 2. – Number, profession and professional origin of the authors or co-authors of the articles in this volume (N = 111).

et post-doctorants engagés dans des projets participatifs, alors même que la courte durée de leur contrat s'accommode mal de celle, plus longue, des projets participatifs.

On observe par ailleurs que la dynamique s'appuie sur un tripode composé des associations, des unités mixtes de recherche (UMR) et des services régionaux de l'Archéologie (SRA ; fig. 2c). L'INRAP est très peu représenté (une personne), mais les entreprises privées d'archéologie préventive le sont mieux (10 personnes).

4.3. Caractéristiques des projets participatifs représentés

4.3.1. Périodes chronologiques concernées

Trois projets concernent des prospections ou des actions de valorisation portant sur toutes les périodes chronologiques. Plusieurs autres concernent une chronologie moins longue (par ex. Antiquité). Ce qui frappe le plus est que toutes les périodes sont concernées, du Paléolithique ancien ou moyen jusqu'aux Temps modernes, avec toutefois un pic autour du Néolithique (huit projets) et des âges des Métaux (huit projets), à l'image de la place qu'ils occupent dans l'archéologie métropolitaine.

4.3.2. Répartition et emprise géographiques

Du point de vue de la géographie, sur les 26 projets décrits dans ce volume, quatre concernent l'ensemble de la France et sept le Benelux, la Grèce, le Québec ou l'Indonésie (île de Java ; fig. 3). Les quinze cas restants esquissent l'image d'une France à deux vitesses, partagée entre une moitié nord, notamment la Bourgogne - Franche-Comté et la Bretagne, engagée dans l'archéologie participative, et une moitié sud, apparemment plus frileuse, puisqu'elle n'a présenté que deux projets.

L'emprise géographique fluctue entre celle d'un arrondissement (les Mauges, la vallée de l'Eure), inférieure donc à celle d'un département français (30 % des projets), et une surface comprise entre celle d'un département et celle d'une région (30 %). Quatre projets, plutôt voués à l'enrichissement de corpus, visent une emprise nationale.

Plus de 20 % des projets se sont construits autour d'un ou plusieurs sites phares, à l'échelle nationale ou internationale. On citera par exemple, l'« analyse comparée des cas des enceintes romaines du Mans (France), de Lugo (Espagne) et de Rome (Italie) » (E. Bertrand et É. Salin), ou encore la construction d'un programme d'archéologie participative en préhistoire ancienne à Java (C. Biets *et al.*), « Le passé et le présent de la pêche en Méditerranée » dans la région du golfe Thermaïque au nord de la Grèce (S. Gavrou), « Pour une réelle archéologie collaborative postcolonialiste avec les Premières Nations de la communauté de Mashteuiatsh, au Québec » (É. Langevin et N. Plourde), ou encore « Les hommes des cavernes du volcan de La Réunion » (F. Martel-Asselin et V. Motte).

4.3.3. Durée des projets

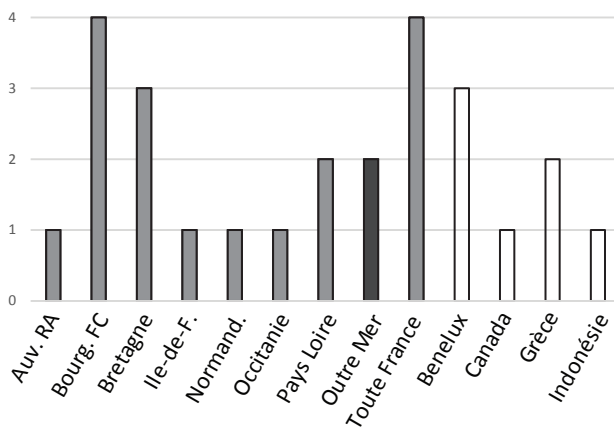
L'expérience est rarement ponctuelle (deux cas), mais essentiellement pluriannuelle (20 cas). Est-ce en raison de la complexité des montages qui incluent de nombreux partenaires, ou est-ce la marque d'un enracinement ancien, mais jusqu'alors peu visible ? Il faut également compter avec le temps de préparation du projet précédant son démarrage.

4.3.4. Ancienneté des initiatives

Six des 26 projets ont débuté sous différentes formes entre les années 1970 et 1990. Les autres, soit 77 %, sont nés au XXI^e s. Notre échantillon, très petit et dont nous avons souligné le possible défaut de représentativité, affiche une certaine stabilité durant les deux premières décennies (cinq projets pour chacune d'elles), avant une nette augmentation à partir des années 2020, durant lesquelles sont nés (ou sont en cours de conception pour deux d'entre eux) 40 % des projets. S'agit-il d'un effet du Covid, de l'acceptabilité croissante d'une horizontalité des relations en phase avec l'évolution de la société ou d'une progression de l'institutionnalisation de ces pratiques ?

4.3.5. Nature des contributions archéologiques

La plupart des projets concernent au moins deux et jusqu'à sept composantes de l'archéologie (fig. 4). Ce sont à égalité la valorisation-médiation et l'inventaire, en étroite interaction avec la carte archéologique, qui viennent en tête, chacune réunissant 20 % des objectifs affichés des projets (fig. 4). Documentation-archivage et démarches analytiques cumulent chacune 15 % à 16 % des composantes, devant la conservation (10 %) et la prospection-détection (11 %). De façon remarquable, dans la limite de représentativité des projets représentés ici, la participation à la fouille et ses capacités d'accueil de bénévoles ne sont pas parmi les principales activités génératrices de constructions participatives.



4.4. Caractéristiques participatives des projets

4.4.1. Les acteurs à l'origine de l'initiative

Les associations sont à l'origine de sept projets. Comme nous l'avons vu, elles sont structurées autour d'un site particulier et/ou sur une zone géographique bien déterminée. Dans deux cas (L. Barriquand ; É. Chariot *et al.*), ce sont des associations dont le centre d'intérêt initial n'est pas directement l'archéologie, mais la spéléologie et l'astronomie ; ce sont leurs pratiques qui les conduisent à engager des travaux de recherche en archéologie. Par ailleurs, pour l'une des associations (G. Lépine et O. Gabory), l'entrée dans la recherche participative en

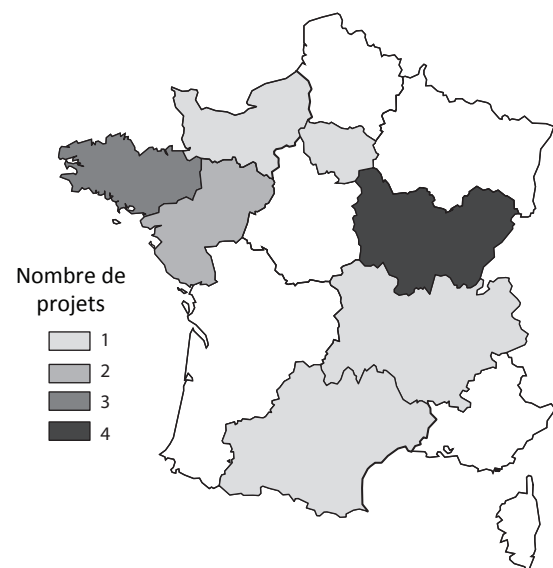


Fig. 3 – Distribution géographique des projets.

Fig. 3 – Geographical distribution of projects.

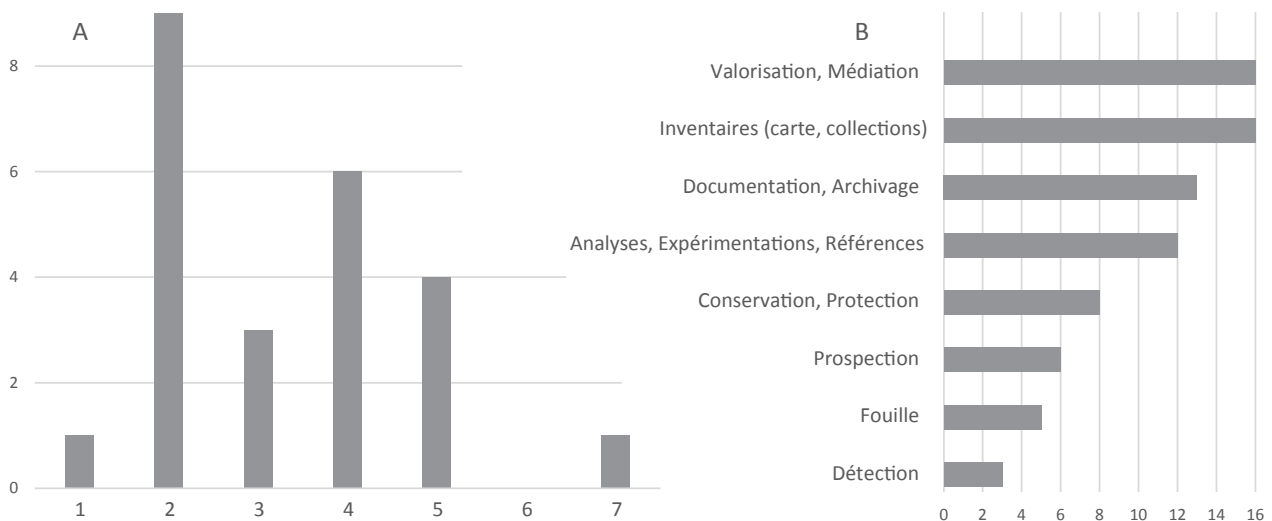


Fig. 4 – Nombre et nature des composantes de l'archéologie impliquées dans les projets.

Fig. 4 – Number and nature of archaeological components involved in the projects.

archéologie tient à son expérience antérieure en pratiques participatives dans un autre domaine, l'environnement, et résulte donc d'un transfert de compétences d'une discipline à l'autre. À noter qu'il arrive assez fréquemment que des chercheurs soient aussi membres de ces associations, la frontière entre activités bénévoles et professionnelles restant indécise.

Dans six cas, l'origine du projet vient du monde académique. Différentes raisons semblent conduire les chercheurs à lancer des programmes participatifs : pour documenter des corpus de données (J.-P. Girard *et al.* ; G. Torterat *et al.*), pour recueillir une mémoire des habitants concernant un/des lieux spécifiques (E. Bertrand et É. Salin) ou encore pour renouer des liens avec les populations locales dans des contextes culturels particuliers ou sur des terrains dont la population locale est éloignée voire méfiante vis-à-vis de la recherche archéologique professionnelle, fortement présente (D. Mazaraki et M. Pomadère ; É. Langevin et N. Plourde).

Dans la dernière moitié des cas, le projet est amorcé et porté par d'autres institutions publiques : collectivités territoriales (y compris des communes rurales), services régionaux de l'Archéologie ou ministère de la Culture. L'un des enjeux pour ces acteurs publics est de reconnaître « officiellement » les compétences de non-professionnels de la recherche en archéologie. À deux reprises, cela concerne des compétences de « détectoristes »

(D. Bosquet *et al.* ; E. Gauthier *et al.*). Il s'agit donc de réintégrer, voire de réhabiliter, les pratiques d'amateurs et de les structurer pour faciliter le travail collaboratif et éviter la perte d'information.

Dans trois cas, il est difficile d'identifier l'acteur à l'origine de la collaboration, car le projet semble construit ou résulte d'une histoire associative ancienne (C. Biets *et al.* ; M.-Y. Daire et E. López-Romero ; N. Naudinot *et al.*). Dans ces cas, il ressort un réel esprit de collaboration, d'allers-retours, entre les acteurs associatifs ou les populations locales et les acteurs académiques. Les liens sont construits sur le long terme et les projets se maintiennent, et évoluent, dans la durée.

Enfin, deux projets ont été amorcés par des musées (R. Furestier ; J.-P. Girard *et al.*). Ce positionnement particulier a bénéficié en amont de liens privilégiés avec les publics.

4.4.2. Modalités de contribution des volontaires

Dans presque tous les projets, la contribution des bénévoles s'exerce à toutes les étapes de la recherche (fig. 5). Nous pouvons toutefois distinguer différents types d'intervention des citoyens et amateurs :

- des actions « de terrain ». Il s'agit alors pour les bénévoles de contribuer aux activités de prospection (y compris comme détectoristes), mais aussi de partici-



Fig. 5 – Les participants à la séance SPF des 14-15 mars 2024, à l'Institut des systèmes complexes de Paris - Île-de-France.
Fig. 5 – Participants at the SPF Session on March 14-15 2024, at the Institut des Systèmes Complexes de Paris - Île-de-France.

per activement aux fouilles, puis au tri, à l'identification et à l'inventaire des objets trouvés (R. Furestier ; N. Naudinot *et al.*). À noter que, dans la plupart des cas, des formations sont proposées en amont aux non-chercheurs pour les doter des compétences de base pour la réalisation de ces activités. Ces activités de terrain peuvent également relever de l'implication des bénévoles dans des actions de reconstitution de gestes techniques concernant par exemple le bâti (Mazaraki et Pomadère) ;

- des actions relatives à l'enrichissement de corpus par la collecte d'objets et/ou par leur documentation. Ces actions peuvent avoir lieu de façon physique ou en ligne sur des plateformes numériques conçues à cet effet. Elles concernent des projets dont l'enjeu est de renseigner des fiches descriptives d'objets déjà collectés par ailleurs (A. Berthon et A. Giraud), de transcrire et de numériser des informations manuscrites (J.-P. Girard ; G. Lépine et O. Gabory), de collecter et de mettre à disposition des archives (ou objets) privées (R. Furestier), ou encore de créer de nouvelles données couplant objet découvert et fiche descriptive (D. Bosquet *et al.*) ;
- des actions situées en aval de la collecte et de l'analyse de données et relatives à la valorisation et à la restitution des résultats de la recherche. Les volontaires peuvent en effet s'impliquer dans la rédaction des articles scientifiques issus du projet (E. Gauthier *et al.* ; J.-P. Girard *et al.* ; B. Valentin *et al.*) ou dans des activités de médiation (N. Naudinot *et al.*, M. Rué *et al.*). Une dimension particulière d'implication concerne la mobilisation des bénévoles dans la protection et la sécurisation des sites (C. Venco) ;
- un apport de connaissances locales sur un site particulier. Dans ces cas, les bénévoles apportent et valorisent un savoir non académique et pratique autour d'un site patrimonial, d'une connaissance sur une technique particulière (technique de construction par exemple ; D. Mazaraki et M. Pomadère ; G. Lépine et O. Gabory), ou sur l'identification de sites archéologiques (C. Venco). Au-delà d'une participation à une pratique archéologique (fouille, tri...), le projet mobilise les connaissances précises des participants sur un site ou la maîtrise d'une compétence propre et complémentaire.

Dans la majorité des projets, les volontaires sont impliqués dans une ou deux actions parmi celles listées ci-dessus. Mais dans certains cas (trois projets), les bénévoles assument un réel rôle de coportage, voire de portage principal, des programmes de recherches (É. Chariot *et al.* ; G. Lépine et O. Gabory). Ils s'impliquent alors dans l'intégralité des étapes de la recherche, y compris dans la définition des axes d'étude.

La question de la subsidiarité entre professionnels et non-professionnels n'est jamais évoquée par les acteurs. Leurs préoccupations sont centrées sur la montée en compétence réciproque et sur la réalisation de projets communs.

4.4.3. Production

Comment rendre compte des avancées et des résultats des recherches auprès des volontaires impliqués dans ces projets ? Ces modalités de restitution ne sont pas toujours explicitées dans les projets. On peut toutefois distinguer plusieurs types de productions :

- des supports écrits, sous la forme de lettres d'information ou de bulletins associatifs, souvent liés à des canaux de communication préexistants au sein des associations partenaires ;
- des expositions mettant en avant les objets collectés ;
- des réunions publiques et des conférences ;
- une mise en ligne des données, notamment cartographiques, relatives aux sites et aux objets (dans une logique de science ouverte) ;
- des publications scientifiques, notamment lorsque le coautorat avec un ou des non-chercheurs permet d'élargir le cercle de diffusion de ce type de support ;
- un retour direct auprès des propriétaires de la documentation associée à leurs objets utilisés pour l'étude (haches polies), ou avec des informations de mise en contexte des sites étudiés directement utilisables (pour des enjeux touristiques notamment).

L'implication très fréquente d'acteurs associatifs dans les projets constitue un levier favorisant la diffusion des résultats des recherches, puisque ces structures disposent souvent déjà de canaux de communication qu'il est possible de mobiliser.

Par ailleurs, il convient de noter que ce terme de « retour » ou de « restitution » des résultats de la recherche ne convient pas lorsque l'on parle de projets coportés et coconstruits dans lesquels les bénévoles sont impliqués d'un bout à l'autre (É. Chariot *et al.* ; G. Lépine et O. Gabory). Il n'est alors pas utile de leur faire un « retour » des résultats de recherche, mais ils peuvent cependant être acteurs d'une diffusion plus large de ces résultats, au-delà du cercle des contributeurs.

4.5. Impacts de la dimension participative

Les impacts de la dimension participative dans les projets archéologiques réunis dans ce volume sont interdépendants et pluriels. Ils relèvent de trois grandes thématiques : 1) savoirs et compétences nouvelles acquises par l'ensemble des parties prenantes ; 2) impacts sur la recherche, la conservation et la valorisation des objets patrimoniaux issus des contextes archéologiques ; 3) effets à l'échelle individuelle, sociétale, citoyenne et politique.

4.5.1. Savoirs et compétences nouvelles acquises par les parties prenantes

La participation des non-professionnels entraîne d'une part l'acquisition de nouvelles connaissances sur les objets patrimoniaux étudiés et sur leurs territoires de vie ou de découverte, et d'autre part de nouvelles compé-

tences techniques et analytiques depuis la découverte du site archéologique et du matériel jusqu'à leur analyse *in situ* et en laboratoire. L'implication des non-professionnels se répercute également sur les savoirs et les nouvelles compétences acquises par les spécialistes, comme la transmission de techniques spécifiques en spéléologie (L. Barriquand *et al.*) ou de techniques actuelles de pêche (S. Gavrou), mais aussi des connaissances géologiques et environnementales des territoires étudiés. En ce sens, la dimension participative favorise l'interconnaissance entre les spécialistes et les amateurs locaux. Elle permet une complémentarité des savoirs et des savoir-faire techniques et traditionnels (É. Langevin et N. Plourde), des collaborations pleines et entières (E. Gauthier *et al.*) et une meilleure connaissance du patrimoine matériel et immatériel. En effet, l'implication des citoyens depuis l'élaboration du projet archéologique jusqu'à sa valorisation, sa conservation et sa protection favorise l'élaboration d'une documentation inédite et très riche pour les spécialistes (par ex. A. Berthon et A. Giraudo ; J.-P. Girard *et al.* ; G. Lépine et O. Gabory) en contribuant par exemple à la géolocalisation et à l'identification des vestiges (par ex. L. Barriquand *et al.*), à leur implémentation dans la carte archéologique nationale (M. Y. Daire et E. López-Romero ; F. Dugast), à leur étude *in situ* (Valentin *et al.*) ou dans un laboratoire (N. Naudinot *et al.*) et au recensement de dizaines de milliers d'objets invisibilisés (A. Berthon et A. Giraudo ; D. Bosquet *et al.*). En plus de l'enrichissement des corpus archéologiques, la participation des non-professionnels contribue au développement de nouveaux outils d'analyse (M.-Y. Daire et E. López-Romero) et d'enregistrement des connaissances matérielles et immatérielles (E. Bertrand et É. Salin ; G. Torterat *et al.*) sur un temps long, parfois sans les contraintes temporelles administratives de la recherche en contexte académique (L. Barriquand *et al.*).

4.5.2. Réactivation de la synergie entre acteurs de l'archéologie

La dimension participative en archéologie permet également un renouvellement et un renforcement des collaborations entre les milieux associatifs, les collectivités territoriales et les chercheurs académiques, qui peut se manifester par la mise en place de conventions de partenariat (L. Barriquand *et al.*), par l'élaboration d'actions de médiations scientifiques et culturelles à destination de tous les publics, y compris les spécialistes (C. Biets *et al.*, Y. Chantreau *et al.*), et par des formations réalisées réciproquement par les parties prenantes (D. Bosquet *et al.*). Les associations constituent des relais sur le territoire entre les acteurs administratifs, le public et les élus locaux (Y. Chantreau *et al.* ; G. Torterat *et al.*), un réseau actif de veilleurs pour la protection juridique et physique des sites archéologiques (M.-Y. Daire et E. Romero-López ; N. Naudinot *et al.*) ; elles sont les ambassadrices de l'archéologie sur le terrain pour discuter avec les populations (N. Naudinot *et al.* ; C. Venco).

4.5.3. Retombées sociétales, citoyennes et politiques

La participation entraîne des conséquences politiques variables selon les projets. Par exemple, les non-professionnels contribuent à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine archéologique (M.-Y. Daire et E. López-Romero ; F. Martel-Asselin et V. Motte ; B. Valentin *et al.* ; C. Venco) en menant des actions concrètes, comme la conception d'outils d'aide à la décision pour les gestionnaires du territoire et du patrimoine afin de prioriser les futures actions sous la forme de cartes de vulnérabilité à différentes échelles (M.-Y. Daire et E. López-Romero). Ils jouent aussi un rôle clé dans l'identification et la protection du patrimoine étudié par les institutions nationales françaises (B. Valentin *et al.*) et internationales, y compris en contribuant au classement des sites au patrimoine mondial de l'Unesco (E. Bertrand et É. Salin ; F. Martel-Asselin et V. Motte). Enfin, l'impact politique de la participation des citoyens se fait particulièrement ressentir dans des contextes sociétaux où les questions de réappropriation du patrimoine culturel, qu'il soit matériel ou immatériel, par les individus revêtent un caractère essentiel dans les relations entre les peuples (É. Langevin et N. Plourde ; F. Martel-Asselin et V. Motte).

4.6. Difficultés rencontrées et enjeux

Les difficultés éprouvées et les enjeux exprimés par les communicants lors de la séance DPA se répondent pour partie.

L'enjeu de la formation (É. Chariot *et al.* ; N. Naudinot *et al.*) fait ainsi miroir à certains manques opérationnels, tant pour les techniques archéologiques ou la rigueur méthodologique pour les amateurs que pour la gestion de groupes et de projets ou pour des compétences « vernaculaires » (connaissance fine d'un territoire) ou spécialisées (archéoastronomie) pour les scientifiques.

La défiance réciproque, si elle s'exprime sur des registres différents est plus ou moins enracinée chez toutes les catégories d'acteurs : certains amateurs (paradoxalement) qui se méfient de prime abord de l'intrusion des « sachants » ou de « l'administration » dans leur rapport à « leur » patrimoine (F. Dugast ; G. Lépine et O. Gabory) ; l'administration elle-même qui n'accorde, dans quelques régions, qu'une confiance précautionneuse à de tels projets, quand elle les autorise ; les « académiques », enfin, qui peuvent s'interroger sur la qualité des données et des informations recueillies (A. Berton *et al.* ; A. Di Liberto et S. Reichert). La gestion ou la protection du patrimoine (par qui ? pour qui ?) est l'un des nœuds du problème. Cette défiance se cristallise évidemment sur la question ambivalente du « détectorisme » (D. Bosquet *et al.* ; E. Gauthier *et al.*) ou des « dronistes » (F. Dugast), cette nouvelle génération d'amateurs « instrumentés ».

Si une véritable coproduction généralisée des connaissances (Y. Chantreau *et al.*) n'est sans doute pas pour demain, accorder une légitimité à la parole ou à l'ac-

tion de l'amateur, porteur d'une « nouvelle expertise » (G. Torterat *et al.*) – ou aider ce dernier à la conquérir – est bien l'un des enjeux largement identifiés. Un enjeu qui se décline, en Indonésie ou au Québec, en nécessité de nouer des relations d'égal à égal et de respect mutuel avec les populations des territoires concernés (C. Biets *et al.* ; É. Langevin et N. Plourde).

Pour autant, toutes les difficultés rencontrées ne sont pas propres à l'archéologie participative.

La question des moyens – humains et financiers – est omniprésente, sous toutes ses formes : fragilité et pérennité des acteurs associatifs (L. Barriquand *et al.* ; M. Rué *et al.*), temps disponible des acteurs académiques (animer, dialoguer... et gérer l'administratif est décidément « chronophage », l'exigence de résultats est donc d'autant plus grande), financement des projets et des encadrants non titulaires (M.-Y. Daire et E. López-Romero ; C. Venco), etc.

Pour cette même raison, la possibilité de l'exploitation des résultats des projets peut être questionnée (G. Lépine et O. Gabory). Mais alors, à quoi bon ?

Les autres enjeux relevés répondent à cette question, et d'abord par le souci de moyens ou de financements alternatifs aux mondes de la recherche et de la culture (C. Venco), mais également par la dimension sociale et humaine de l'archéologie participative : de tels projets sont des œuvres collectives (L. Barriquand *et al.*) vertueuses qui légitiment *de facto*, par leur existence même, la parole et l'action des participants – y compris, sous certaines conditions, celle des détectoristes (E. Gauthier *et al.*). Ils impactent la vision, par les participants, de leur territoire et de son patrimoine (D. Mazaraki et M. Pomadère ; N. Naudinot *et al.*), même lorsque ce dernier est éparpillé dans les familles, comme c'est le cas des haches polies recensées par G. Lépine et O. Gabory. L'archéologie peut même renforcer un lien collectif avec d'autres dimensions du patrimoine : le paysage (F. Dugast) ou les archives (J.-P. Girard *et al.* ; G. Torterat *et al.*).

L'idée d'organiser des Journées régionales de l'archéologie participative (Y. Chantreau *et al.*) en est la traduction opérationnelle. On peut espérer que le renforcement, sans arrière-pensée, des liens avec le monde de la recherche, autour de projets ancrés dans les territoires, en sera la conséquence.

5. ESQUISSE DE PERSPECTIVES

Le recueil des expériences archéologiques participatives qui suit représente donc une première étape pour la mise en réseau des « démarches participatives en archéologie » à l'échelle nationale, voire francophone (fig. 6). À l'issue de la séance SPF des 14 et 15 mars 2024, trois pistes de réflexion et d'action ont été esquissées, qu'il faudra mettre à l'épreuve des diverses dynamiques citoyennes, associatives, territoriales et institutionnelles impliquées dans ces démarches.

5.1. Organiser le travail en réseau au sein de Particip-Arc

Le réseau « Particip-Arc »⁵, soutenu par le ministère de la Culture et coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle, ambitionne la mise en interaction des acteurs des recherches culturelles participatives, pour favoriser le partage d'expériences et l'analyse réflexive des pratiques mais aussi pour promouvoir et développer les sciences participatives dans les domaines de la culture. Il concerne la conservation du patrimoine, les archives, l'architecture et l'aménagement urbain, l'informatique documentaire, la musique, les arts du spectacle, le patrimoine écrit, l'ethnologie, la sociolinguistique, les arts plastiques et... l'archéologie.

Il offre donc un cadre naturel au prolongement des échanges débutés lors de la séance SPF DPA. Il lui fournit



Fig. 6. – Discussions générales lors de la séance SPF des 14-15 mars 2024, à l'Institut des systèmes complexes de Paris - Île-de-France.

Fig. 6. – General discussions at the end of the SPF Session on March 14-15 2024, at the Institut des Systèmes Complexes de Paris - Île-de-France.

aussi les outils nécessaires à son développement, sous la forme d'un site Internet, de l'organisation de rencontres nationales permettant à l'archéologie d'interagir avec les autres domaines concernés, de l'animation de groupes de travail et de la mise en visibilité de projets et de ressources spécifiques.

La création d'un groupe de travail au sein du réseau « Particip-Arc », intitulé « Démarches participatives en archéologie » (DPA), a été actée fin 2024. Elle permettra de conduire des actions consacrées à l'archéologie, en interaction avec les dynamiques du réseau (Journées du réseau, nouveaux projets, centres de ressources...).

Au moment de boucler ce texte introductif, un an après la séance du mois de mars 2024, on peut déjà faire état de la participation de nombreux archéologues aux Journées annuelles de Particip-Arc, qui ont eu lieu les 23 et 24 janvier 2025, à l'occasion desquelles la création du groupe de travail DPA fut confortée par la communauté interdisciplinaire. On peut se réjouir aussi de l'accroissement du nombre de projets relatifs à l'archéologie mis en visibilité sur le site internet de Particip-Arc⁶.

5.2. Élargir et approfondir l'enquête et les synergies

Comme nous l'avons déjà mentionné, la recension des actions participatives esquissées dans le présent volume n'est sans doute pas exhaustive. Il convient sans tarder de l'élargir afin d'approfondir notre analyse de la situation nationale. Il sera donc nécessaire de réunir les moyens de financement et d'encadrement de cette action de cartographie. Ce sera aussi l'occasion de continuer à créer du lien et à nourrir le réseau d'une diversité accrue d'acteurs et de projets.

Un autre volet de cette action consiste à interagir avec les services régionaux de l'Archéologie et le ministère de la Culture pour contribuer à la réflexion et aux décisions concernant certains aspects légaux particulièrement sensibles, concernant notamment la carte archéologique ou le « détectorisme ».

5.3. Organiser des manifestations d'animation et de promotion de l'archéologie participative

Tant pour nourrir l'activité du groupe de travail DPA que pour dynamiser l'amplification de l'enquête, il est nécessaire de prolonger l'animation amorcée par la séance SPF. Parmi les pistes envisagées figurent une présentation du travail accompli devant l'assemblée des directeurs régionaux de l'Archéologie, la programmation d'animations régionales de l'archéologie participative à l'image de celle organisée en avril 2025 par la région Occitanie, ou celle, périodique, de rencontres et d'échanges entre consortiums porteurs de projets archéologiques participatifs, dans la droite ligne de la séance SPF de mars 2024.

Remerciements : Cette séance de la SPF et l'édition de ses actes ont bénéficié du soutien financier de Particip-Arc, de la sous-direction à l'Archéologie du ministère de la Culture et du Muséum national d'histoire naturelle. L'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France (ISC-Pif) a mis ses locaux et des compétences techniques à la disposition des organisateurs. Nous remercions en particulier F. Leclercq (ISC-Pif) pour sa disponibilité et son professionnalisme. Un grand merci à C. Letourneux pour avoir assuré avec efficacité et diligence le secrétariat de rédaction du présent volume de la SPF et apporté de sensibles améliorations formelles à ce texte introductif. Nous aimerions remercier tous les relecteurs et relectrices, dont l'expertise a permis de renforcer la cohérence de ce volume.

NOTES

1. Voir : https://www.prehistoire.org/515_p_46802/seances-de-la-spf-supplements.html
2. Le comité d'organisation était composé de J.-D. Vigne, chercheur émérite, CNRS UMR BioArch et président de la SPF, J.-P. Girard, chercheur associé, UMR Archéorient de la maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM) et responsable du projet participatif « Bulliot, Bibracte et moi », et A. Villarroel Parada, ingénieure, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), directrice du pôle Sciences et Recherches participatives au MNHN et coordinatrice du réseau « Particip-Arc ».
3. Très actif, le comité scientifique était composé de A. Crozet (chargée de diffusion et de valorisation de la recherche archéologique, SDA), M.-Y. Daire (chargée de recherche, CNRS UMR CReAAH), S. Grouard (enseignante-chercheuse, MNHN UMR BioArch), V. Guichard (directeur de l'établissement public de coopération culturelle de Bibracte), R. Julliard (enseignant-chercheur, MNHN, directeur du centre de compétences en science participative MOSAIC), C. Mordant (enseignant-chercheur émérite, membre du conseil d'administration de la SPF), M. Talon (conservateur régional de l'Archéologie de Bourgogne Franche-Comté) et M. Vuillien (post-doctorante, UMR CEPAM).
4. Voir <https://www.canal-u.tv/chaines/particip-arc>
5. Voir <https://www.participarc.net/>
6. Voir <https://www.participarc.net/rejoindre-le-reseau>

Jean-Denis VIGNE

Société préhistorique française, Paris, France
vigne@mnhn.fr

Jean-Pierre GIRARD

Archéorient UMR 5133, maison de l'Orient
et de la Méditerranée (MOM), Lyon, France

Sandrine GROUARD

BioArch UMR 7209, MNHN-CNRS, Muséum
national d'histoire naturelle, Paris, France

Alexandra VILLARROEL PARADA

Particip-Arc, pôle Sciences et Recherches
participatives du Muséum national d'histoire
naturelle, Paris, France

Manon VUILLIEN

CEPAM UMR 7264, CNRS université Côte
d'Azur, Nice, France

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHLOUS F., ECHASSOUX A., JULLIARD R., VIGNE J.-D. (2020) – Vigie-Muséum, structuration des sciences participatives au Muséum national d'histoire naturelle, *Culture et Recherche*, 140 « Recherches culturelles et sciences participatives », p. 54-56.
- COLLECTIF (2024) – *Les Nouvelles de l'archéologie*, 175 « Archéologie pour, par et avec le public ».
- COMETS [comité d'éthique du CNRS] (2015) – Avis n° 2015-31 « Les sciences citoyennes » [adopté le 25 juin 2015], <https://comite-ethique.cnrs.fr/wp-content/uploads/2022/12/AVIS-2015-31-FR.pdf>
- DEMOULE J.-P., SCHNAPP A (2024) – Qui a peur de l'archéologie ? *La France face à son passé*, Paris, Les Belles Lettres.
- HAKLAY M. (2013) – Citizen science and volunteered geographic information. Overview and typology of participation, in D. Sui, S. Elwood, M. Goodchild (dir.), *Crowdsourcing geographic knowledge: Volunteered geographic information (VGI) in theory and practice*, Berlin, Springer, p. 105-122.
- HOULLIER F., MERILHOU-GOUDARD J.-B. (2016) – Les sciences participatives en France. États des lieux, bonnes pratiques et recommandations, <https://hal.inrae.fr/hal-02801940>
- MAUSSANG K., JOUGUET H., JOUNEAU T., MARTIN J.-F., LARROUSSE N. (2023) – Données et recherches participatives : enjeux et recommandations issues d'exemples de projets de recherches participatives, Comité pour la science ouverte, HAL Id: hal-04221292 <https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-04221292v1>
- PARTICIP-ARC (2019) – Recherche culturelle et Sciences participatives, rapport, <https://mnhn.hal.science/mnhn-02297638/>